

François Lenglet - édité par Sarra Djeghnoune

publié le 23/02/2023 à 10:11



La charge financière de la dette publique française a augmenté de 13 milliards d'euros l'année dernière. **Le coût annuel de la dette de l'état est passé de 38 milliards en 2021 à 51,5 milliards en 2022.** Un sacré saut. 13 milliards, c'est l'équivalent du budget de l'agriculture, de l'alimentation et de l'outre-mer réunis. Au total, le service de la dette, c'est-à-dire le coût annuel des intérêts d'emprunts, est le deuxième poste budgétaire de l'État français, derrière l'Éducation nationale.

Cette envolée s'explique par la hausse des taux qui affecte les emprunts de l'état à taux variables. Ce sont des obligations émises par la puissance publique, autrement dit un appel aux investisseurs pour avoir de l'argent, qui sont indexées sur l'inflation. Quand la hausse des prix accélère, et ça a été bien sûr le cas en 2022, les taux d'intérêts montent, et la charge de ces emprunts augmente. L'état possède 262 milliards de dette à taux variable, ça représente 11,5% du total. Et c'est sur ce montant que les conséquences ont été immédiates, avec une surcharge de 13 milliards l'année dernière.

Sur le stock d'emprunts accumulés, l'inflation n'a pas d'impact. Car **une dette à taux fixe, comme son nom l'indique, ne varie pas.** Les intérêts que verse l'état ne changent donc pas. Mais il y a quand même un impact, sur la nouvelle dette émise chaque année. Parce que, aujourd'hui, non seulement l'état ne rembourse pas la dette qu'il a accumulée, il ne fait que payer les intérêts, mais il s'endette encore davantage. Justement pour prolonger les emprunts qui arrivent à échéance, qu'il ne peut pas rembourser. Et ensuite pour financer son déficit, c'est-à-dire des nouvelles dépenses... Au total, en 2023, l'État français va emprunter 270 milliards de dette neuve. Jamais il n'aura emprunté autant. Ces 270 milliards seront empruntés aux taux d'intérêt du moment, qui sont plus élevés qu'auparavant. Il y aura donc un coût.

La hausse des taux menace la soutenabilité de la dette

Pour un point de hausse des taux d'intérêt, la charge monte progressivement, pour atteindre, sur la seule dixième année, un peu plus de 31 milliards, nous dit l'excellent site Fipeco. C'est évidemment énorme.

Personne n'en parle, mais l'augmentation des taux d'intérêt est en train d'étrangler l'état. Le **niveau de déficit public est tellement élevé en France, 150 milliards par an, à peu près 5% du PIB**, et cela, malgré les considérables recettes fiscales de la reprise post-covid, que nous continuons à nous endetter fortement. Nous avons conservé les habitudes de l'époque où les taux étaient à zéro, en 2019, 2020 et 2021.

À l'époque, l'emprunt ne coûtait rien, on a pu dépenser sans compter. Mais depuis janvier 2022, c'est la remontée des taux d'intérêt. De zéro, ils sont repassés à près de 3%, c'était leur niveau hier. Ça veut dire que le coût de la nouvelle dette française a considérablement augmenté en l'espace de 13 mois. Et ça nous prépare immanquablement une mauvaise surprise financière pour la France, voire pour la zone euro. À moins d'une sévère correction dans les années qui viennent. Soit sous la forme d'économie, soit avec des hausses d'impôts.